



La Lettre de MINERVE

La lettre trimestrielle de Minerve
est éditée par l'Association de l'Enseignement Militaire
Supérieur, Scientifique et Académique

Lettre n° 63 – Septembre 2024

Table des matières

Éditorial du Président le Général de corps d'armée Olivier GOURLEZ de la MOTTE.....	2
Mot du Directeur général de Minerve, le Général (2S) Nicolas RICHOUX	2
Mot de la Rédactrice en chef	2
Mot du Directeur de l'EMSST	3
« Journées de rentrée 2024 de l'Enseignement militaire supérieur, scientifique et technique ».....	3
« L'Amérique latine : les défis d'une influence internationale »	4
« Qatar : une géostratégie singulière »	6
« L'Agence de soutien et d'acquisition de l'OTAN (NSPA), un outil polyvalent »	7
« La stratégie de la Chine face aux intérêts français dans le Pacifique Sud »	7
« L'influence, pilier de la puissance au XXI ^{ème} siècle »	8
« Les missions à risques »	9
Conseil de lecture	10
Informations diverses.....	10
Carnet gris	10



La Lettre de MINERVE

La lettre trimestrielle de Minerve
est éditée par l'Association de l'Enseignement Militaire
Supérieur, Scientifique et Académique

Lettre n° 63 – Septembre 2024

Éditorial du Président le Général de corps d'armée Olivier GOURLEZ de la MOTTE

Belle rentrée 2024 pour l'Enseignement militaire supérieur scientifique et technique (EMSST) alors que, jeux olympiques obligent, l'ensemble de la prestation a été passablement tronquée. Ce n'est que partie remise pour le cocktail de rentrée.

En revanche c'est la première promotion de l'EMSST dans le cadre du nouveau Centre de l'enseignement militaire supérieur de l'Armée de Terre (CEMS-T). Ce format innovant de la chaîne d'enseignement du second degré, s'inscrivant au sein de la DRHAT, induit naturellement des directives différentes, voire pour certains cas des nouveaux processus de durée d'enseignement et de mise à disposition des officiers.

Ainsi le nombre de stagiaires entrant en scolarité a-t-il augmenté de façon significative en 2024, avec des enjeux majeurs pour l'EMSST : un véritable défi pour cette école auprès de laquelle MINERVE est en soutien.

A notre association de répondre présent pour faciliter la tâche de l'encadrement et surtout apporter un appui au mieux, au profit des stagiaires.

Cette question reste un des principaux engagements que nous proposons chaque année, mais qu'il est difficile de concrétiser. Profitons de ces changements pour redoubler d'imagination.

Je sais que je peux compter sur vous !

Mot du Directeur général de Minerve, le Général (2S) Nicolas RICHOUX

Chers amis,

Nous voilà donc repartis pour une nouvelle année ! Soyez assurés que nous ferons tout notre possible pour continuer à valoriser l'excellence de la formation de nos jeunes officiers à l'EMSST et à vous tenir informés le mieux possible par cette lettre. Quelques nouvelles d'événements passés ou à venir :



- après la cérémonie de fin d'année de l'EMSST le 13 juin dernier, le 4 juillet a vu le départ du colonel Brice FONLUPT, directeur de l'EMSST. À cette occasion, notre désormais traditionnelle Victoire de Samothrace lui a été remise par notre Président. Le COL FONLUPT a toujours été un directeur à l'écoute, dont la sympathie et la bienveillance à notre égard ne se sont jamais démenties. Un très grand merci donc pour son action quotidienne. Nul doute que sa mutation à la STAT, qui correspondait à ses vœux les plus chers, sera couronnée de succès ;

- il est remplacé par le COL Alexis-Emmanuel LAPACHERIE, qui connaît bien la maison pour avoir été son adjoint pendant un an. Nous lui souhaitons beaucoup de bonheur professionnel et de nombreuses satisfactions dans ce magnifique poste de responsabilité ;

- la rentrée de l'EMSST s'est déroulée le 5 septembre. À cette occasion, notre Président a remis trois victoires de Samothrace récompensant les lauréats de l'année 2023-2024. Parmi eux cette année, un premier diplômé de Harvard, ce qui témoigne de l'excellence de l'enseignement dispensé à nos officiers ;

- sur le plan des activités, le dernier trimestre sera rythmé par nos traditionnelles conférences qui se tiendront comme l'an passé sur un rythme désormais bimensuel. La première aura lieu le jeudi 3 octobre 2024 sur le thème : « Nouvelles assemblées, nouveaux acteurs : France/UE, où en sommes-nous ? ». La dernière de l'année se tiendra le jeudi 5 décembre et aura pour objet une analyse des élections américaines. N'hésitez pas à venir en personne ou à vous connecter nombreux ! Ces conférences demandent toujours beaucoup d'efforts à préparer et, si la participation est globalement en hausse pour l'année passée, il est parfois décevant de ne voir arriver ou se connecter qu'un petit nombre d'auditeurs.

Je vous souhaite à tous une excellente rentrée, que ce soit dans le cadre de vos activités professionnelles ou dans le calme de la retraite.

Mot de la Rédactrice en chef

Isabelle PRAUD-LION, Officier réserviste citoyen auprès du CCF

Chers lecteurs,

Voici une rentrée légèrement différente pour la Lettre de Minerve. D'abord, nous accueillons le nouveau commandement de l'EMSST avec deux articles : les nouvelles par le directeur général, le colonel Alexis-Emmanuel LAPACHERIE et la journée de rentrée par son adjoint le colonel Fabrice MORDELET.

Ensuite, nous avons décidé de proposer des thèmes que vous découvrirez pour rythmer les Lettres à venir.

Par ailleurs, cette Lettre comportera 9 pages au lieu des 6 pages habituelles en raison du succès de notre Lettre j'ai préféré partager les nombreuses contributions reçues dès ce numéro 63.

Enfin vous retrouvez la seconde partie de l'article de Monsieur Pascal DROUHAUD sur l'Amérique Latine ainsi qu'un article sur le thème de la logistique.

Bonne rentrée et bonne lecture !

Rédactrice en chef : ORC Isabelle PRAUD-LION - isabelle.praud-lion@jpl-sas.fr
Mise en page : Colonel (ER) Marc LIMON - limonmrc@orange.fr

Minerve est soutenue par la Fondation
Crédit Social des Fonctionnaires



Mot du Directeur de l'EMSST

Par le Colonel Alexis-Emmanuel LAPACHERIE

En ce début de cycle académique, l'EMSST accueille avec plaisir les 172 officiers stagiaires du millésime 2024-2025. Parmi ces officiers, 44 sont inscrits en formation au titre d'une Formation Spécialisée (FS) et 128 au titre du diplôme technique.



A l'occasion des journées de rentrée du cycle académique qui se sont tenues le 4 et le 5 septembre derniers, les officiers stagiaires ont été particulièrement sensibilisés à l'état d'esprit de l'EMSST qui vise l'excellence, la recherche permanente de l'innovation et la grande rigueur intellectuelle. Les objectifs de formation leur ont été rappelés, notamment l'acquisition de compétences nouvelles ou le développement de capacités déjà détenues ainsi que l'enrichissement de la pensée et de la réflexion militaires.

Les officiers stagiaires de l'EMSST vont suivre une scolarité, soit à l'EMSST (DT emploi des forces avec deux promotions : 2023-2025 et 2024-2026, et cours « armement », en alternance avec le Mastère Spécialisé « management de projet et ingénierie système » de CentraleSupélec), soit dans un des 28 organismes de formation partenaires pour ce cycle académique 2024-2025. L'INALCO représente toujours le plus gros volume d'officiers en formation, avec cette année 21 inscrits en arabe, russe et polonais, chinois et japonais, persan mais également en « langues et mondes africains ». CentraleSupélec accueille cette année 20 officiers, dans des formations en conduite de projets, de logistique, de conduite de la maintenance et de management des systèmes informatiques. Des formations innovantes ont également été initiées cette année en information quantique, en robotique et en sciences cognitives.

Après la rentrée académique, les grands rendez-vous du cycle 2024-2025 sont la conférence inaugurale de l'EMSST qui se déroulera le jeudi 9 janvier 2025, le départ en stage d'application et la rédaction puis la soutenance d'une thèse professionnelle pour la majorité des officiers stagiaires, la participation à la journée des blessés de l'armée de Terre et enfin la participation à la journée de clôture de la formation en juin 2025.

Je souhaite à tous nos officiers stagiaires une excellente scolarité 2024-2025 en gardant pour objectif la finalité de leur formation à savoir acquérir des connaissances indispensables à l'armée de Terre dans le cadre de sa Transformation et de ses opérations militaires.

« Journées de rentrée 2024 de l'Enseignement militaire supérieur, scientifique et technique »

Par le Colonel Fabrice MORDELET, directeur adjoint de l'EMSST

Les mercredi 4 et jeudi 5 septembre 2024, l'Enseignement militaire supérieur scientifique et technique (EMSST) a organisé ses journées de rentrée du cycle académique, accueillant à l'École militaire les 172 officiers stagiaires de la promotion 2024-2025. Ces officiers, issus du concours de l'École de guerre ou du diplôme technique, s'engageront dans une formation d'excellence, principalement à travers des mastères spécialisés ou des masters 2. Ils seront répartis dans une trentaine d'institutions prestigieuses, situées à Paris (HEC, ESCP Business School, Sorbonne Université, Mines Paris, CentraleSupélec, ENSAM...), en province (INSP Strasbourg, ENAC Toulouse, IAE Aix...) ou à l'étranger (Yale, Harvard, écoles de guerre saoudienne et algérienne...).

Ces journées de rentrée constituent l'une des rares occasions où la promotion est réunie avant de se disperser dans les différents établissements de formation, selon le mode décentralisé propre à l'EMSST. Elles sont consacrées à l'inauguration solennelle de l'année académique et visent à introduire la nouvelle promotion, à lui exposer ses objectifs, à lui transmettre des consignes spécifiques, ainsi qu'à régler les formalités administratives relatives aux affectations et aux mises en scolarité. Elles offrent également l'opportunité de remettre, devant la promotion montante, le prix Sabatier, destiné à récompenser les officiers s'étant particulièrement distingués lors du cycle 2023-2024.

Le 5 septembre, dans l'après-midi, la promotion s'est rassemblée pour assister à la remise du prix Sabatier à trois officiers lauréats. Le Chef de bataillon Pierre LUTET, lauréat du concours de l'École de guerre, a suivi une formation en langue et civilisation russes à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), avant d'intégrer, en 2023-2024, un programme de formation extrêmement exigeant à l'université d'Harvard. Tout au long de son parcours, il s'est illustré par des résultats remarquables. Au sein d'un environnement académique international de très haut niveau, il a particulièrement brillé par la rédaction et la publication de plusieurs articles portant sur le renseignement et la sécurité nationale, dont l'un a été sélectionné par la revue « *Intelligence and National Security* ». Le Chef de bataillon Julien TARTENSON, lauréat du concours du diplôme technique dans la filière des sciences de l'ingénieur, s'est engagé dans un parcours académique d'une rare complexité à l'université d'Angers, où il a obtenu un Master 2 en « Informatique, parcours intelligence décisionnelle ». Il s'est distingué au sein d'un programme de formation d'une grande rigueur scientifique, aux enjeux cruciaux pour la transformation numérique des forces armées, constituant un véritable défi intellectuel. Le Commandant Delphine DUHAMEL, lauréate du concours du diplôme technique, filière « emploi des forces », a quant à elle démontré un niveau d'exigence personnelle exceptionnel tout au long du cycle 2022-2024 du mastère spécialisé « Planification et conduite des opérations aéroterrestres ». Elle s'est particulièrement distinguée en dirigeant un groupe multinational de planification, alliant rigueur, audace et agilité intellectuelle, tout en proposant des solutions novatrices. Actuellement en mission opérationnelle, elle a été représentée lors de la cérémonie par son chef de filière, le Lieutenant-colonel Thierry TOZET. Les lauréats ou leurs représentants ont reçu une lettre de félicitation du Général Thierry CHIGOT, directeur du CEMS-T, ainsi que la traditionnelle statuette de la Victoire de Samothrace, remise par le Général de corps d'armée (2S) Olivier GOURLEZ de LA MOTTE, président de l'association Minerve.



CBA P. LUTET



CBA J. TARTENSON



LCL TOZET pour le CDT D. DUHAMEL

Fondé en 1947, l'EMSST avait pour mission originelle de former des officiers aptes à faire la synthèse entre les exigences tactiques des utilisateurs et les considérations scientifiques ou techniques. Les journées de rentrée 2024 ont offert aux officiers stagiaires l'occasion de s'imprégner de cet esprit, immuable depuis la création de l'EMSST.

« L'Amérique latine : les défis d'une influence internationale »

Partie 2 : dès 2010 de nouvelles lignes apparaissent avec un retour sur la scène internationale en ordre dispersé

Par M. Pascal DROUHAUD, président de l'association France-Amérique latine « LATFRAN » (www.lafran.fr). Il est spécialiste des relations internationales et l'auteur de nombreux articles sur la situation politique et géo-économique latino-américaine et ancien auditeur de la 54^{ème} session nationale de l'IHEDN. Cet article constitue la suite de la Partie 1 « Un passé douloureux, les tensions avant 2020 » de l'article présenté dans la Lettre de Minerve 62.

L'apparition de nouvelles lignes d'une fracture idéologique en construction

Le déséquilibre structurel dans un continent où 54% des emplois dépendent du secteur informel, explique en grande partie, la crise économique qui perdure en Amérique latine depuis le milieu des années 2010, aggravée par la Covid 19. Les conséquences politiques n'ont pas tardé, après de nombreuses tensions sociales, à accélérer les alternances en faveur de forces et mouvements issus de la « seconde gauche » : le Chili, l'Argentine, la Bolivie mais également le Pérou, avec alternativement l'accession au pouvoir de Gabriel BORIC (en 2021), Alberto FERNANDEZ (2019), Luis ARCE (2020) et Pedro CASTILLO (2021). L'élection de Luis Inacio LULA da SILVA au Brésil en 2022 a conclu un cycle qui annonçait la volonté d'implanter un nouveau rôle sur la scène internationale. Pourtant, le risque d'une récupération existe.

En effet, la Russie est parvenue à maintenir ses positions auprès de ses « alliés », Cuba et le Nicaragua naturellement, le Vénézuéla depuis Hugo CHAVEZ



Rencontre entre Serguei LAVROV, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, le Président du Nicaragua, Daniel ORTEGA et la Vice-présidente Rosario MURILLO. Tous droits réservés, César PEREZ / Présidence de la République.

(1999-2013) et la Bolivie. Elle a élargi ses assises notamment par le renforcement de ses échanges commerciaux, agricoles notamment, avec des pays comme l'Argentine et même le Brésil. Pour Washington, le sentiment d'une possible « prise à revers » existe avec l'implantation du concept du « Sud global ». Plusieurs éléments ont contribué à nourrir une approche réservée et prudente de l'Amérique latine : la guerre de la Russie contre l'Ukraine plaçant l'Amérique latine dans une position délicate : les liens maintenus avec la Russie, importateur de produits agricoles et de viandes, notamment avec l'Argentine, le Brésil et le Paraguay ; le déploiement de médias tels que *Sputnik* ou *Russia Today* ; la présence d'équipements militaires au Vénézuéla, au Nicaragua et dans plusieurs pays andins. La fin de non-recevoir à la demande de livraison d'équipements russes à l'Ukraine, formulée en janvier 2023 par la Commandante en chef des forces nord-américaines pour la zone Sud (USSOUTHCOM), la Générale Laura RICHARDON, s'inscrit dans cette logique. Certes, cette posture a été contrebalancée par les votes des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU du 2 mars 2022 et 23 février 2023, par une majorité des états latino-américains.

Une tendance à une forme de non-engagement marquait déjà une posture ambiguë. C'est elle qui a disparu avec la guerre entre Israël et le Hamas. De continent menacé de « balkanisation », l'Amérique latine se transforme en une base inédite de développement du « Sud global ».

Le sous-continent retrouve des accents militants et partisans : il assume une lente dérive, amorcée au lendemain des attaques du Hamas, vers une remise en cause des fondamentaux occidentaux.

Le « Sud global », dans lequel la plupart des BRICS+ se retrouvent, se veut le réceptacle d'un contrepoids à un Occident forcément dominateur et source d'injustice chronique. Les critiques du président brésilien visent à fixer une influence irrémédiable sur un continent qui n'a pas adopté de position commune latino-américaine. Dans un premier temps, la prudence se fait observer chez les premières puissances que sont le Brésil et le Mexique : elles affirment vouloir s'inscrire dans la conformité au droit international et la solution à deux États. D'autres pays ont une attitude tranchée en faveur de la Palestine (Colombie et Vénézuéla) et dénoncent un « génocide » de Palestiniens le 9 octobre 2023, dans une déclaration télévisée après l'annonce par Israël « d'un siège total » de la bande de Gaza.

En contraste, des réactions de soutien à Israël se sont exprimées en Uruguay, au Costa-Rica et au Paraguay. L'Uruguay est considéré comme « un des plus grands amis d'Israël en Amérique latine », comme le déclarait le ministre israélien des affaires étrangères Eli COHEN, le 16 août 2023.

Les BRICS+ aspirent à un « rééquilibrage planétaire », c'est-à-dire à un « système mondial réellement multilatéral » dans lequel l'influence des pays occidentaux serait réduite. Mais, ces velléités d'opposition à l'Occident ne font pas à elles seules une politique cohérente. Les BRICS+, et plus largement le « Sud global », ne forment pas un bloc homogène et sont loin de présenter une identité collective. Ils sont traversés par de nombreuses divergences : souverainismes sourcilieux, voisins hostiles parfois, régimes démocratiques côtoyant des régimes autoritaires, pays économiquement fragiles. L'Amérique latine est, en quelque sorte, à l'image de ce « Sud global » : son unité géographique et les réalités nationales différentes ne suffisent donc pas à présenter une position commune sur la scène internationale.

Un continent bousculé par les tensions internationales

Enfermée, pour ne pas dire prisonnière des enjeux internationaux du temps de la guerre froide, l'Amérique latine veut éviter de redevenir un alibi ou un « dommage collatéral » des tensions du monde. La crise des missiles en 1962 est dans la mémoire collective. Prisonnière de la rivalité bipolaire, le continent n'a eu de cesse de rechercher de nouveaux partenaires depuis les années 1990. Un premier tournant s'est produit en août 2021, lorsque le Président BIDEN, à la suite du départ américain de l'Afghanistan, a redéfini les priorités internationales des États-Unis.

La première d'entre-elles vise à « contenir » dans le but de réduire l'influence, considérée comme potentiellement hostile, de la Chine dans le monde. Que ce soit sur le plan technologique, numérique, économique, mais également dans la construction de sa représentation symbolique, « l'Empire du Milieu » est le partenaire-rival de Washington, plaçant l'Amérique latine dans une position délicate, à la fois en porte-à-faux par rapport aux États-Unis, tout autant que possible facilitateur et médiateur, si le besoin de négociations devait se faire sentir. Cette zone de danger est désormais renforcée par la situation en Ukraine. Jamais le risque de « dommage collatéral » ne s'est fait autant sentir depuis les années 1990 que depuis le déclenchement de cette nouvelle guerre en Europe.

Pour Washington, le sentiment d'une possible « prise à revers » existe, dans une approche géostratégique. Il devient pour les États-Unis, indispensable de la stopper net sous peine de voir l'Amérique latine redevenir un espace d'instabilité.



Rencontre entre l'ancien président de la République islamique Ebrahim RAISSI, et le Président de la République bolivarienne du Vénézuéla, Nicolás MADURO. Caracas Juin 2023. Tous droits réservés, crédits photo : Ministère des affaires étrangères du Vénézuéla.

C'est aussi sous ce prisme qu'il est nécessaire de saisir et analyser les relations en « dents de scie » entre les USA et le Vénézuéla. En Amérique latine, ce pays offre la possibilité de recourir à une fourniture en gaz et pétrole moyennant sans doute, la levée des sanctions imposées par Washington contre Caracas depuis 2019. Les élections présidentielles en juillet 2024 permettent au régime de Nicolas MADURO de jouer sur la fibre nationale notamment en provoquant le Guyana¹ voisin dans le but d'accaparer le pétrole de la région de l'Essequibo. Une surenchère sécuritaire avec l'Iran ou la Russie permet de mettre en place une « realpolitik » en laissant entrevoir une coopération militaire, Nicolas MADURO tente de mettre dans la balance, un retour dans le concert des nations en échange d'une neutralité sur le dossier russe.

La possibilité d'un axe regroupant les pays et régimes affirmant vouloir promouvoir un autre alternatif oblige les États-Unis à engager une riposte d'autant plus urgente, que le continent latino-américain a poursuivi sa diversification de partenaires internationaux. Chine, présence russe auprès d'alliés historiques avec la mise en place d'un axe entre le Nicaragua, Cuba, le Vénézuéla et la Bolivie, apparition de la Turquie depuis le milieu des années 2010, autant d'éléments obligeant à une action.

Le Président BIDEN a lancé les 2 et 3 novembre 2023 à Washington, le premier sommet de l'Alliance pour la prospérité économique des Amériques avec plusieurs chefs d'État du continent. Il rappelait ainsi non seulement les liens que les États-Unis gardent avec le continent dont ils restent le premier investisseur mais également l'accent mis sur le développement économique, source de stabilité durable. Il a rappelé la complexité de la situation : la géographie, la problématique migratoire et les enjeux économiques constituent le moteur d'un sommet qui se retrouvera en 2025 au Costa Rica.

Les présences du Président Gustavo PETRO, de Colombie, tout comme de la ministre des affaires étrangères du Mexique, premier partenaire commercial des États-Unis, de la Première ministre de la Barbade, rappellent les fondamentaux d'une « realpolitik » qui annoncent une forme d'« endiguement » d'une ligne politique favorable au « Sud global ». Le président argentin, Javier MILEI, apparaît comme un soutien politique important visant à affirmer une opposition aux tenants du « Sud global », actuellement majoritaires en Amérique latine.

En effet, le continent latino-américain peut difficilement ouvrir plusieurs fronts, limitée dans une dynamique internationale par une réalité qui lui impose malgré tout une priorité sociale et économique. Les perspectives pour l'année 2024, laissent entrevoir une croissance de 1,6% à 2,7% en 2025² signes d'une lente reprise économique, devant répondre aux défis de l'emploi et de la reprise durable.

Naturellement, la problématique des migrants contribue à handicaper certains sous-régions et pays sur le continent. Entre 2018 et 2022, ce sont près de 3,5 millions de personnes qui ont quitté le Vénézuéla.

La moitié s'est établie en Colombie exerçant une pression sur le marché du travail, les entreprises mais également la sécurité. Une partie des migrants ont rejoint les États-Unis traversant l'Amérique centrale et le Mexique. D'autres se sont déplacés vers le Chili et les pays andins, à l'instar des haïtiens.

Le trafic de drogue, principalement de la cocaïne, constitue un autre handicap. Il existe une forme de « répartition » des rôles de plusieurs pays dans un commerce illégal au sein duquel l'Amérique latine occupe une place essentielle : si la Colombie et le Pérou sont les principaux producteurs, l'Équateur s'est transformé ces dernières années en un espace de transit et de distribution : près de 30% de la production colombienne sont écoulés par les ports équatoriens et par les départements de la côte pacifique. En Colombie, les régions frontalières du Nariño et de Putumayo, représentent à elles seules 42% de la production de cocaïne dans ce pays. Elles sont frontalières de l'Équateur rendant plus évidente et naturelle la recherche d'un débouché extérieur.

Comme pour tout commerce, la drogue a besoin de logisticiens et de distributeurs. C'est pourquoi, les ports équatoriens offrent un atout important : ils ouvrent la voie vers le Pacifique dont l'Asie est l'horizon lointain. Ils permettent également de gagner vers le nord, le Mexique où le cartel de Sinaloa occupe un rôle central dans l'organisation centrale de ce trafic. Le rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime de l'année 2023, a fait apparaître une hausse de plus de 13% de la production de cocaïne.

Une forme de « spécialisation » sur toute la chaîne de production s'est renforcée, permettant de faire appel à des groupes de pays étrangers, à la fois pour sécuriser la production mais également rendre plus efficace la chaîne d'exportation et de distribution. L'apparition de nouveaux acteurs européens, issus des Balkans notamment comme l'Albanie, contribue à une croissance visant à répondre à une demande de plus en plus forte. Les routes vers l'Europe passent en partie par l'Afrique, en provenance du Golfe de Guinée et traversant la région du Sahel. L'absence de politiques régionales et concertées entre les pays concernés, ne peut que jouer en faveur des groupes illégaux.

Autant de réalités qui peuvent limiter une dynamique internationale à laquelle est attachée l'Amérique latine.

Conclusion

Avant la guerre en Ukraine, la diversification internationale semblait devenir la règle pour une Amérique latine qui n'avait qu'une priorité : s'extraire des stigmates d'un mal développement mis en relief par la crise de la Covid 19. Alors que la pandémie a produit des ravages dans les économies nationales, renforçant le niveau de pauvreté touchant plus de 200 millions de personnes dans un ensemble de 600, il devenait urgent de reconstruire une unité mettant l'accent sur une relance économique et sociale. Les axes sont connus : l'équilibre budgétaire, favoriser les liens publics-privés pour les projets de grandes infrastructures, développer leur attractivité pour les investissements étrangers, l'harmonisation des normes entre les pays de la région, la révision des politiques fiscales pour financer des politiques publiques de solidarité (régimes de retraite accessibles, protection sociale généralisée), le renforcement de la numérisation de l'économie.

Mais l'actualité internationale a rattrapé le continent latino-américain. Il redoute d'être entraîné dans des tensions qui le renvoient à un passé douloureux tout en voulant retrouver un statut international à la hauteur de son potentiel. Depuis le 7 octobre 2023, l'Amérique latine a fait le choix de s'extraire d'une posture de retrait et de réserve diplomatique. Mais, ce retour sur la scène internationale s'effectue en ordre dispersé : le continent n'est pas capable encore de proposer une cohésion idéologique sur le conflit israélo-palestinien par exemple. La guerre entre Israël et le Hamas, dans la bande de Gaza, a libéré le continent d'une approche très prudente, sinon timorée : les principales puissances, au premier chef desquelles le Brésil et le Mexique, assument leurs critiques à l'égard d'Israël et avec elles, « l'occident ».

Deux fronts se sont affirmés sur le continent :

- sur le plan intérieur, la priorité consiste dans la guerre contre la violence et le renforcement des trafics de drogue dont les bénéficiaires n'hésitent plus à attaquer frontalement les États. Par ailleurs, le problème des migrants oblige à un minimum de concertations et coopérations entre les pays concernés, notamment en Amérique centrale et région andine.

- sur les questions extérieures, les points de fractures pouvant se traduire par une nouvelle rivalité idéologique, ne manquent pas : deux pays prennent le leadership de deux positions antagonistes : le Brésil d'une part, membre actif des BRICS+, animateur sur le continent du « Sud global » et l'Argentine, promoteur d'un occident cherchant à « endiguer » la progression des idées alternatives tout autant que celles de certains pays à l'instar de la République populaire de Chine ou de la Russie.

L'enjeu porte désormais sur les bases de l'ordre international de sécurité qui régit depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les relations internationales placées désormais sous tensions. De son issue dépendra le rôle qui sera celui de l'Amérique latine à l'avenir.

¹ Pascal DROUHAUD, David BIROSTE, « Amérique latine - Tensions entre le Venezuela et le Guyana : une « drôle de guerre ? » Revue n° 868 mars 2024 - p. 116-122.

² Banque mondiale, 10 avril 2024. Rapport « Revitaliser la croissance : un programme urgent pour l'Amérique latine et les Caraïbes »

« Qatar : une géostratégie singulière »

Par le Chef d'escadrons Gaël DUNOYER, Officier stagiaire au Joint Command and Staff College des Forces Armées Qatariennes (EMSST 2023-2024)

Entre des conditions géographiques défavorables et un environnement stratégique complexe, rien ne prédisposait le Qatar à devenir une puissance. Pourtant, le pays figure aujourd'hui parmi les acteurs moyen-orientaux incontournables sur la scène internationale, capable d'influencer les plus grandes puissances mondiales. Ceci résulte d'une vision géostratégique singulière, reposant sur une forte politique d'influence, tant diplomatique que financière.

Une géographie défavorable

Péninsule sans relief majeur aux dimensions comparables à celles de la Corse, la taille réduite du Qatar limite son accès à des ressources terrestres et impose une dépendance presque exclusive aux ressources maritimes. De plus, son climat aride rend la terre peu propice à l'agriculture, ce qui oblige le pays à importer la plupart de ses denrées alimentaires. Seul aspect favorable : le sous-sol est riche en gisements d'hydrocarbure relativement accessibles - gaz principalement, avec de gigantesques champs *offshores* au nord du pays.

Le pays fait également face à un défi démographique majeur car la population peu nombreuse (3 millions d'habitants) est très majoritairement composée de ressortissants étrangers (90% de la population). La capitale Doha concentre plus de la moitié de cette population, ainsi que l'ensemble des centres de décision politique et des secteurs d'activité économique, à l'exception des sites d'extraction d'hydrocarbure.

Un environnement stratégique complexe

La position géographique du Qatar, au cœur du golfe Persique, lui confère un accès privilégié aux routes maritimes mondiales et en fait un acteur clé dans le commerce international. Ainsi, la compagnie nationale *Qatar Airways* dispose d'une activité florissante qui repose sur la position du *Hamad International Airport* comme véritable hub aéroportuaire mondial.

Toutefois, son environnement immédiat l'oblige à composer avec deux puissances majeures rivales : l'Iran au nord, avec lequel le Qatar partage un gigantesque gisement gazier *offshore* et l'Arabie Saoudite au sud, avec laquelle le pays partage son unique frontière terrestre. Cette position médiane rend donc le pays vulnérable aux tensions régionales, comme lors du blocus économique imposé au pays en 2017 par l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis en raison de divergences politiques et d'accusation de soutien au terrorisme.

Émergence en tant que puissance

Malgré ces défis, le Qatar a réussi à devenir une puissance régionale et internationale grâce à une forte diplomatie d'influence. En investissant massivement dans les médias, la culture, le sport et l'éducation à l'étranger, le petit émirat a renforcé son image de marque et est devenu un acteur clé dans la région et au-delà.

Par ailleurs, Doha diversifie ses alliances régionales et internationales, ce qui lui permet de jouer un rôle de médiateur dans certains conflits et de faciliter les pourparlers de paix, comme lors de l'accord de Doha pour l'Afghanistan, signé en 2020 entre les États-Unis et les talibans. Ses investissements dans divers secteurs à l'étranger ont également renforcé son influence économique et politique dans le monde entier.

« L'Agence de soutien et d'acquisition de l'OTAN (NSPA), un outil polyvalent »

Par le Commandant Carole RENARD, DT « Management industriel, projets et supply chain » (EMSST 2019)

Créée en 1958 à Châteauroux, l'Agence des services de maintenance de l'OTAN (NMSSA), transformée en 1961 en Agence de soutien et de maintenance de l'OTAN (NAMSA), avait pour mission le soutien de systèmes d'armes majeurs dont le HAWK.

En 1966, le Général De Gaulle ayant décidé de quitter l'OTAN, la NAMSA quitte alors la France pour le Luxembourg où elle s'installera *in fine* à Capellen. Les Agences NAMSA, NAMA¹ et CEPMA¹ sont fusionnées en 2012 pour finalement donner la NSPA¹, qui en 2015 est réorganisée pour mettre en avant son rôle de centrale d'achats. Chaque pays a auprès de l'Agence une représentation dont les effectifs sont variables.

La Mission militaire française (MMF) créée en 1967, assure une présence militaire qui est chargée du suivi des affaires françaises, aussi bien étatiques qu'industrielles. Elle est constituée de deux personnes. Un chef de mission et son adjoint. Les missions de chacun sont bien définies :

- Le chef de mission a un rôle essentiellement lié à la gouvernance de la NSPA, c'est-à-dire la préparation et le conseil aux instances françaises lors des divers comités (politique, stratégie, finance, administration et audit - PS-FAA) de surveillance de l'agence (*agency supervisory board – ASB*). Il est également chargé de représenter la France au quotidien et d'aider les services et les industriels français ayant des contrats avec la NSPA.

- L'adjoint au chef de la mission assure principalement des tâches logistiques. Il réalise le transbordement des matériels livrés à Capellen et destinés à des clients français et suit les cessions de matériel entre les forces françaises et les armées alliées.

La NSPA dans sa configuration actuelle propose plusieurs services aux 32 nations membres de l'OTAN :

- des achats sur étagères (équipements, projets, services) ;
- des développements d'équipements (basés sur des études externalisées dans l'industrie) ;
- le soutien des équipements (prestations de maintenance internes ou externalisées, achat de pièces de rechanges, etc.) ;
- le soutien d'opérations (à travers des prestations de services et la fourniture d'équipements).

Ces services concernent l'ensemble des domaines capacitaires des armées et forces de l'Intérieur des différents pays de l'OTAN :



La NSPA soutient également 4 théâtres d'opérations en cours, à travers des prestations contractualisées de soutien des camps, telles que listées sur la figure ci-contre.

La NSPA connaît une activité grandissante avec l'arrivée de nouveaux alliés, la diversification des moyens capacitaires de ces derniers et l'ouverture d'une nouvelle direction « acquisition » pour le développement. Son chiffre d'affaires total a atteint 10 milliards d'euros en 2023, soit le double de l'année précédente.

En résumé, la France, en s'appuyant sur deux documents de politique et de gouvernance, fait appel à la NSPA pour le soutien logistique de matériels qu'elle a en commun avec ses Alliés, pour des prestations de service ou même la fourniture d'équipements au profit de la SIMMT, le SIMu, la DMAé, le SSF ou encore le SAILMI³. La NSPA est ainsi sous-traitant de ces organismes français.

¹ NAMA : (NATO airlift management agency) : agence de gestion des vols de l'OTAN. CEPMA (Central Europe pipeline management agency) : agence de gestion du pipeline centre Europe.

² NSPA : NATO support & procurement agency.

³ SAILMI : Service de l'achat, de l'innovation et de la logistique du ministère de l'Intérieur.

« La stratégie de la Chine face aux intérêts français dans le Pacifique Sud »

Par le Chef de bataillon (CBA) Guillaume GELAN INALCO Chinois EMSST 2022-2025

En 2021, Emmanuel Macron se rend en visite en Polynésie Française. Lors d'une interview télévisée, au sujet d'investissements chinois dans cette région, il déclare « On ne peut pas être Français un jour, puis le lendemain Chinois. ». Comment les intérêts de ces deux puissances mondiales s'opposent-ils dans le Pacifique Sud ?

1.1. Projet d'aquaculture en Polynésie française.

En 2007, la Chine ouvre un consulat à Tahiti et en 2013, elle inaugure un Institut Confucius au sein de l'Université de Papeete. En 2014, un rapport du Sénat met en garde le gouvernement français contre l'activité de la Chine en Polynésie française¹. En effet, un accord de coopération est signé entre Pékin et Papeete. Il s'agit de construire sur l'archipel de Hao la plus grande ferme aquacole du monde capable de produire 50 000 tonnes de poissons par an.

La Chine met en œuvre une véritable campagne d'influence, à Papeete mais aussi sur l'archipel, pour convaincre les Polynésiens des retombées économiques du projet.

L'histoire de l'archipel de Hao est sensible. En effet, la France a mené des essais nucléaires en Polynésie de 1966 à 1996 et la Base Aérienne 185 de Hao faisait partie du Centre d'Expérimentation du Pacifique. Elle a été fermée en 2000. Ainsi, ce projet aquacole chinois permet à la Chine de promouvoir son image de puissance responsable et qui se différencie des anciennes puissances coloniales.

Il faudra attendre la visite du président Emmanuel Macron en 2021 pour que l'exécutif français s'empare véritablement du dossier. La métropole annonce la création d'un fonds d'investissement de 85 millions d'euros pour financer des projets dans le domaine de l'agriculture, du logement et du développement durable. De plus, une compagnie du Service Militaire Adaptée (mise en sommeil depuis 2010) est réouverte sur l'archipel d'Hao, sur le terrain prévu pour la ferme aquacole chinoise.

1.2. Les Dispositifs de Concentration de Poisson dérivants.

Il existe plusieurs techniques de pêche. Certaines utilisent un Dispositif de Concentration de Poisson (DCP). Un DCP est un objet flottant comportant une partie émergée et une partie immergée composée de cordages ou de filets. En mer, ces éléments attirent peu à peu du plancton végétal, des mollusques puis des poissons. Ils permettent aux pêcheurs de gagner en efficacité. Il existe des DCP fixes et des DCP dérivants. Ces derniers sont équipés de balises pour les localiser et de sondeurs qui permettent de connaître le volume de poissons autour du dispositif.

Parmi les bateaux de pêche étrangers aux abords de ZEE de Polynésie française, les navires hauturiers chinois sont majoritaires et utilisent les DCP. Ces DCP sont déposés dans les eaux internationales en amont de courants marins leur permettant de dériver dans la ZEE française. Puis, grâce aux balises, ils sont récupérés par les navires chinois lorsqu'ils quittent la ZEE. Un DCP peut concentrer plusieurs dizaines de tonnes de poissons et certains navires peuvent en déposer plusieurs centaines².

La Marine française, qui veille à l'intégrité physique de la ZEE française, neutralise régulièrement ces DCP qui portent atteinte aux ressources économiques françaises, constituent un danger pour la navigation et polluent les océans.

1.3. L'influence de la Chine en Nouvelle Calédonie.

La Nouvelle-Calédonie est une collectivité d'Outre-Mer qui dispose d'un statut spécial avec un fort degré d'autonomie et un droit à l'auto-détermination. À ce titre, trois référendums ont été organisés en 2018, 2020 et 2021. Le « non » à l'indépendance l'a emporté à 57%, 53% et 97%, le dernier ayant été boycotté par les indépendantistes en raison de la pandémie COVID 19.

Dès 2018, il y a des soupçons d'ingérence chinoise. En effet, la Chine a intérêt à soutenir les indépendantistes pour deux raisons principales. Tout d'abord, la Nouvelle Calédonie occupe une position très importante dans le Pacifique Sud. Elle fait partie avec d'autres États : la Papouasie Nouvelle Guinée, les Îles Salomon, le Vanuatu et les Îles Fidji³ de la « stratégie d'anti-encerclement chinoise » et d'isolation de l'Australie.

En 2023, la Nouvelle Calédonie est le 3^{ème} producteur mondial de nickel avec environ 230 millions de tonnes par an. La moitié de la production annuelle mondiale de nickel est consommée par la Chine. Ce minerai est principalement utilisé pour produire de l'acier inoxydable.

Aussi, la Chine voit dans les mouvements indépendantistes de Nouvelle Calédonie une opportunité pour mettre la main sur ces ressources. Pékin s'appuie notamment sur la diaspora chinoise, utilisée pour conduire des actions d'influence, de renseignement et de recrutement d'agents étrangers⁴. L'objectif est de réduire l'influence de la France sur ce territoire.

Conclusion

Les territoires français confèrent à la France un statut de puissance du Pacifique Sud. Face à la manœuvre chinoise d'influence et de prédation, la France met en place une stratégie qui implique non seulement les responsables militaires mais aussi les acteurs économiques et culturels.

¹ VIGUIE, Paul, *L'influence de la Chine en Polynésie Française, au travers de son projet d'aquaculture sur l'atoll d'Hao*, Publications de l'École de Guerre Économique, 2022 <https://www.egc.fr/infoquerre/influence-de-la-chine-en-polynesie-francaise-au-travers-de-son-projet-daquaculture-sur-atoll-dhao>

² RAYMOND, Valentin, FERTIL, Julia, MAZE, Camille, MAWYER Alexander, *Le Pacifique-Sud entre deux eaux : Convoitises chinoises et souverainetés polynésiennes en tension*, HAL science ouverte, 2023.

³ CHARON, Paul, JEANGENE VILMER Jean Baptiste, *Les Opérations d'influence chinoises. Un moment machiavélien*, rapport de l'Institut de Recherche Stratégique de l'École militaire (IRSEM), Paris, ministère des Armées, 2^e édition, octobre 2021.

⁴ DELAGE-MERCIER, Marie-Noëlle, *Le point sur les jeux d'influence informationnelle en Nouvelle-Calédonie*, Publications de l'École de Guerre Économique, 2022 <https://www.egc.fr/infoquerre/le-point-sur-les-jeux-dinfluence-informationnelle-en-nouvelle-caledonie>

« L'influence, pilier de la puissance au XXI^{ème} siècle »

Compte rendu du colloque organisé par l'Association 3AED-IHEDN et l'IHEDN le 12 juin 2024

Par le Chef de bataillon Valentin CAQUOT (stagiaire FS à l'École de guerre britannique)

Dans un contexte de bouleversement géostratégique, la stratégie d'influence de la France poursuit sa structuration, avec, notamment, le renforcement de ses capacités de lutte informationnelle. Plus généralement, dans un futur espace géopolitique tel que l'Indopacifique, l'influence se fonde, avant tout, sur des facteurs de puissance crédibles et s'organise dans une action coordonnée, dans la durée, de l'ensemble des acteurs étatiques. Ce colloque a judicieusement traité, au-delà des seuls problèmes du ministère des Armées, des enjeux sécuritaires, capacitaires, diplomatiques et scientifiques. Il a également permis de saisir l'architecture et le rôle des réseaux associatifs s'inscrivant dans le sillage de l'IHEDN.

Le colloque a consisté en deux tables rondes regroupant à chaque fois des experts de l'EMA, de la DGRIS, du MEAE, de la BITD et des deux instituts de réflexion stratégique IRIS et FRS.

• Table ronde 1 : quelle stratégie d'influence et de contre-ingérence pour la France ?

Avant de chercher à mettre en place des stratégies d'influence, il faut savoir ce que l'on souhaite défendre afin de ne pas faire que de la communication publique. En effet, l'influence ne va pas sans des facteurs de puissance concrets et dissuasifs. Actuellement, la principale faiblesse des États occidentaux dans la lutte informationnelle réside dans la remise en cause de leur statut de puissance à l'échelle mondiale : fragilité économique, instabilité sociale, outil militaire en cours de réparation.

Les enjeux d'influence ont été délaissés ces dernières années avec l'idée que le modèle occidental ne pouvait pas être remis en question. Or, nous faisons aujourd'hui face à une véritable insurrection au niveau mondial contre l'ordre établi après la seconde guerre mondiale. Le discours anti-occidental est conduit par des acteurs étatiques et non étatiques à la puissance inédite. Il faut donc investir le champ des émotions dans un nouveau paradigme : nous nous trouvons désormais uniquement en réaction face à un empilement de crises. En 2020, l'assassinat de Samuel PATY représente un moment clé dans la prise en compte de la lutte informationnelle en France. La création de « Viginum » en 2021, puis l'apparition de la fonction stratégique « Influence » en 2022, dénotent certains progrès.

Pour combattre, de nombreuses avancées ont été réalisées en deux ans, aux niveaux ministériel et interministériel. Au sein du MINARM, la DGRIS anime le réseau des AD et des PPE, qui incarnent « la logistique du dernier kilomètre » en termes d'influence, et oriente la connaissance académique (tutelle de

l'IRSEM et façonnement de réseaux d'intérêt). Le défi est désormais de renforcer l'argumentaire et de le diffuser au-delà des cercles de défense. Au sein de l'EMA, la cellule Anticipation Stratégique et Orientations (ASO) est la rotule entre l'EMA et la construction interministérielle de la lutte informationnelle.

Le MEAE a renforcé les réseaux de veille et d'alerte dans les ambassades. Il veille aussi à réorganiser le tempo de ses actions autour de l'influence. Dans l'immédiateté du temps médiatique, il cherche à relayer l'effort de communication sur l'amplification manipulée de certains événements dans le champ informationnel (cf. affaires des étoiles de David) afin de casser les viralités au sein de l'opinion publique. Par ailleurs, il est fondamental de partager les informations possédées avec les médias nationaux car la seule parole étatique ne parvient plus à générer de la crédibilité et de la confiance. De même, la compréhension des caractéristiques techniques des réseaux sociaux et de la physionomie des canaux d'informations des audiences cibles sont désormais indispensables pour une stratégie d'influence efficace. Ainsi, en Afrique, toute communication institutionnelle doit être complétée par les boucles des réseaux étendus (WAN) qui doivent elles aussi être veillées. Face à une industrie des réseaux sociaux en pleine recomposition, le volet légal montre aujourd'hui une certaine efficacité. Le *Digital Security Act*, poussé par la France auprès des institutions européennes, permet d'obtenir des gains dans la lutte informationnelle.

Enfin, principalement vis-à-vis des alliés, les *think thanks* représentent un champ de l'influence douce que la France se doit de réinvestir. En ce sens, le groupe de recherche ARES, créé par l'IRIS, entend repositionner la France sur les sujets liés aux questions d'armement.

•Table ronde 2 : Rivalités dans la zone indopacifique : quel avenir ?

« L'Indopacifique » est un terme apparu en 2007 sous l'impulsion du Japon, de l'Inde et de l'Australie. Il se popularise en 2017 avec le « *Pivot* » américain. C'est un concept subjectif et aux contours fluctuants en fonction des États qui le considèrent. Il incarne une vision du monde, un espace libre et ouvert attaché à la liberté de navigation, représentatif de la volonté de basculer d'une architecture de sécurité en étoile à une architecture de sécurité en réseau. La Chine le perçoit comme une tentative de « *containment* » à son égard. Dans le contexte actuel, il peut également être vu comme une diffusion des préoccupations otaniennes de sécurité collective. On évoque ainsi une réactivation de l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) dans une perspective d'interconnexion des rivalités géostratégiques.

La relation sino-américaine y apparaît comme la plus structurante. Au sujet de Taiwan, nous serions à la phase initiale de démembrement du *statu quo*, avant l'alternative de l'invasion ou du blocus. La tendance actuelle est néanmoins au « *derisking* » et au « *decoupling* » entre la Chine et la Russie. Pour les États-Unis, la priorité demeure l'enjeu capacitaire au travers d'alliances face à la dynamique chinoise de réarmement. C'est la vocation principale d'AUKUS (accord de coopération militaire entre Australie, UK et USA), en contradiction avec la mentalité traditionnelle de non-prolifération qui prévaut dans la zone. A moyen terme, c'est bien le pilier 2 d'AUKUS qui apparaît comme fédérateur de la BITD INDOPAC autour de projets d'avenir structurants. Les BITD connaissent également un fort développement du fait d'une hausse des dépenses de défense au niveau mondial au bénéfice des exportateurs historiques mais également d'acteurs locaux tels que la Corée du Sud, qui représente une nouvelle concurrence sur les marchés émergents comme matures. Cette indigénisation de la BITD INDOPAC s'accompagne d'un développement des coopérations intrarégionales (mini-latéralismes), d'une redéfinition des relations avec les États-Unis et d'un renforcement potentiel des acteurs européens.

Dans ce contexte, la France doit se considérer comme un État indopacifique à part entière. Elle cherche à accompagner les tensions sans être partie prenante et à impliquer ses alliés européens malgré la concurrence possible sur le plan capacitaire. Sa stratégie se fonde sur le renforcement de la sécurité maritime et des partenariats régionaux, la protection des lignes de communication (volonté d'exporter le concept ASPIDES), la lutte contre la prolifération (en direction principalement de la Corée du Nord), l'activité des forces en vue de crédibiliser sa stratégie d'influence, et enfin la persistance de la protection du territoire et des ressortissants. Par ailleurs, les représentants locaux des collectivités d'Outre-mer sont de plus en plus inclus dans cette redéfinition des pratiques diplomatiques. La France doit également prendre en compte que les petits États insulaires du Pacifique s'inscrivent dans une logique de non alignement car leur priorité sécuritaire s'oriente avant tout vers la lutte contre le réchauffement climatique, menace qu'ils perçoivent comme existentielle.

Conclusion

Il apparaît que le *business model* de la BITD est fondé sur l'export, qui est également un outil d'influence. Ainsi, en Indonésie, la France est apparue comme une troisième voie industrielle entre la Chine et les États-Unis. Cependant, un marché se conquiert par le relationnel, une connaissance culturelle et militaire mutuelle, dans la durée et par une coordination efficace de l'équipe France. Or il manque pour cela une gestion dynamique de réseaux d'influence bâtis avec les élites internationales venues se former en France.

« Les missions à risques »

Par Colonel (H) André MAZEL, EMSST 1965

L'époque actuelle où l'on voit un officier de gendarmerie emprisonné pour avoir rempli sa mission me rappelle un temps que les moins de cinquante ans ne peuvent pas connaître. J'étais, à Belfort, lieutenant de tir de l'une des batteries d'un régiment rapatrié d'urgence d'Algérie. C'était après le putsch manqué d'un « quartier » de généraux alors que l'OAS (Organisation de l'Armée Secrète) commettait des attentats un peu partout en France. Et le Front de Libération Nationale (FLN) algérien ne s'en privait pas non plus.

Les services de sécurité étaient sur les dents. Pour vous décrire l'ambiance voici l'aventure vécue par un camarade de promotion, lieutenant de tir de l'une des autres batteries. En revenant de faire son plein d'une essence suisse bien moins chère qu'en France, son teint basané et sa petite moustache noire, le firent prendre pour un ressortissant algérien par douaniers et policiers. Ils lui démontèrent entièrement sa voiture pour chercher des armes et des explosifs, sans vérifier si son réservoir était ou non plein. Il a ainsi évité une amende, mais à quel prix ! Mais revenons au titre de cet article, que je vais expliquer à l'aide de trois exemples.

La 7ème DLB, à partir d'échantillons choisis de ses moyens, devait démontrer au Général de Gaulle la qualité de sa préparation et ses capacités pour faire face à un conflit de haute intensité. En matière d'artillerie ma batterie avait été choisie. Le principe était simple et fut largement répété sur le terrain de Mourmelon-le-Grand. À partir d'un endroit camouflé je devais gagner à toute allure un emplacement visible de la tribune et tirer quatre coups sans tarder.

Et là je suis stoppé net par un gendarme qui exige de voir ma carte d'identité et, j'ai cru comprendre, de fouiller mes quatre automoteurs !!! La haute intensité aurait pu attendre. J'ai obtempéré pour la carte, mais après un court échange et à mon ton sans doute désagréable il a compris qu'il n'était pas de son intérêt de jouer le grain de sable dans le magnifique spectacle organisé par la Division. Il a renoncé à plonger son nez dans les casemates où mes munitions n'étaient destinées qu'à faire du bruit et de la fumée afin que je ne sois pas tenté d'exécuter un tir direct sur la tribune officielle.

On n'est jamais trop prudent.

On avait tendance à craindre que l'OAS ne commette des attentats partout, y compris contre les infrastructures vitales. J'ai été, une nuit, chargé de protéger un important poste électrique alimentant la région. J'ai donc été prendre position autour de ces impressionnants transformateurs avec une partie de la batterie dotée de ses armes individuelles. Malgré mon interrogation on ne m'a pas donné de consignes d'ouverture du feu. Ou bien les échelons très supérieurs n'en avaient pas données, ou bien on a cru, et cela aurait été dangereux, que je ne savais pas qu'un ordre bien donné n'engage que celui qui le

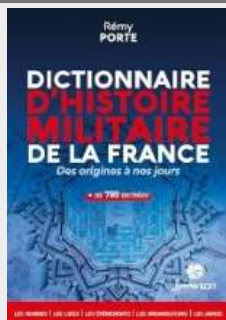
reçoit. De toutes façons ces consignes n'auraient pas été bien utiles puisque l'on m'avait fortement recommandé de ne pas ouvrir la caisse de munitions cerclée qui m'était attribuée, pas plus que les cinq ou six sachets de toile, cousus, que les sentinelles devaient se passer à chaque relèvement.

On n'est jamais trop prudent !

Durant cette période troublée, le Général de Gaulle, toujours dans le collimateur de l'OAS, partant de Besançon devait un jour se rendre en Alsace en passant par les environs de Belfort. Il fallait donc sécuriser son déplacement. Je fus désigné, avec tout l'effectif de ma batterie, pour occuper une portion de l'itinéraire propice aux embuscades et ainsi empêcher toute manifestation hostile des furieux opposants qui, eux, n'avaient pas compris le général. Nous étions armés jusqu'aux dents, avec armes individuelles et collectives de dotation. Mais pour nous éviter toute velléité de faire l'attentat que l'OAS était soupçonnée vouloir faire, nous sommes partis sans aucun chargeur ou la moindre cartouche, même en caisses ou sachets scellés. Mais, heureusement, je n'ai vu personne, ni les agresseurs qui ont négligé de s'emparer sans risque de nos armes, ni le général dont l'itinéraire avait été changé par mesure de sécurité sans doute.

On n'est jamais trop prudent !

Me référant à ces anecdotes je ne peux m'empêcher de conseiller à certains, trop ardents défenseurs de l'ordre, de partir en service commandé en oubliant délibérément leurs munitions s'ils ne veulent pas se retrouver au repos forcé pendant des périodes plus ou moins longues, voire définitives, gentiment décidées par des instances, dites indépendantes, qui n'ont pas la même interprétation que les militaires de l'expression « la mission est sacrée ».



Conseil de lecture

Dictionnaire d'Histoire militaire de la France, des origines à nos jours

Le Lieutenant-colonel (R) Rémy Porte, docteur en histoire et titulaire d'une habilitation à diriger des recherches en Histoire contemporaine, vient de publier, après ceux consacrés à la guerre d'Indochine et à la Grande Guerre, un troisième dictionnaire dans lequel il traite l'Histoire militaire de la France, de Vercingétorix à nos jours, en cinq thèmes : les hommes, les lieux, les événements, les organisations et les armes.

Vous pouvez en savoir plus en allant sur le site de Minerve :

www.asso-minerve.fr

Informations diverses

Repas Minervien

Semestriellement, un déjeuner payant réunit, à l'École militaire ou à proximité, des membres de Minerve et quelques invités. Le dernier en date, le 10 avril, réunissait une quinzaine de convives. Le prochain aura lieu **le 17 octobre**, réservation obligatoire **avant le 11 octobre** par mail à cpiroth@wanadoo.fr.

Ces repas sont l'occasion d'échanges entre le Bureau et les adhérents, entre cursus et domaines d'emploi différents, entre tranches d'âge. Il est proposé à tout adhérent qui souhaiterait à l'avenir être informé des dates de ces repas, afin de pouvoir, le cas échéant, s'y inscrire, de faire connaître son intérêt à Minerve (minerve@asso-minerve.fr).

Intelligence Artificielle : pour en savoir plus testez le « Café IA » !

Tout un chacun parle de l'Intelligence Artificielle, mais le sujet est tellement vaste que l'on n'en perçoit généralement que des aspects particuliers et qu'il faut échanger beaucoup et de façon plus ou moins ordonnée pour élargir la compréhension que l'on en a.

Notre Grand Ancien, le Colonel Pierre Carré (102 ans !) s'en est ému et a demandé que, pour ceux qui l'ignorent, la Lettre mentionne l'existence du site « Café IA » qui se met au service de tous pour discuter, apprendre, travailler, expérimenter, questionner et rencontrer d'autres acteurs afin d'élargir leur connaissance de l'IA et de ses possibilités. Café IA répond ainsi au souhait du Président de la République d'un dispositif structuré de débats démocratiques et de partage de ressources pédagogiques sur l'IA.

Si vous êtes intéressé, inscrivez - vous à cafeia@cnumerique.fr

Mieux, si l'un de vous est suffisamment « accro » à l'IA et veut bien se dévouer pour animer un forum IA au profit des stagiaires de l'EMSST et de nos membres, merci de joindre le Bureau de Minerve pour déterminer ensemble les modalités de constitution et de fonctionnement d'un tel forum.

Requête

Chers Adhérents, si vous modifiez vos liens (adresse postale, informatique, téléphone) qui permettent à Minerve de vous servir, ne tardez pas à nous en informer. Si pour une raison quelconque cela ne vous est pas possible demandez à l'un de vos proches de le faire.

Carnet gris

Minerve a appris avec tristesse les décès :

- du Général Pierre LABBÉ, INF, BT Armement (COSEM)
- du Colonel André BASTIEN, ART, BT Armement (COSEM). Il avait été Secrétaire général de l'Association Amicale de l'EMSST dans les années 90.

Minerve présente à leurs familles ses plus sincères condoléances.